



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://fr.ufpweb.org/spip.php?article2119>

# **Boycott de la présidentielle par l'opposition : Le général putschiste sans rival pour l'élection**



- Z - Archives - Putsh militaire du 6 août 2008 - Communiqués, interviews .... -  
Date de mise en ligne : jeudi 16 avril 2009

---

**Union des Forces de Progrès**

---

Le général Ould Abdel Aziz, à la tête de la Mauritanie depuis le putsch qu'il a mené en août, se présentera à la présidentielle du 6 juin en position de force, sans rival de poids en raison du boycott de l'opposition.

En novembre, le chef de la junte affirmait que les militaires avaient été contraints de renverser le président Sidi Ould Cheikh Abdallahi pour "sauver le pays" et non "par désir de prendre le pouvoir et encore moins pour y rester".

Mais, dimanche, il a mis fin à un faux suspense en annonçant qu'il allait démissionner "avant la fin de la semaine", de l'armée comme de la présidence du Haut conseil d'Etat (junte), pour se "porter candidat à la présidentielle". "Ce n'est pas une surprise : il fait campagne depuis des mois et des mois, en voyageant à travers le pays", constate un chercheur de l'Institut français des relations internationales, Alain Antil.

L'officier de 52 ans, dont 32 dans l'armée, a déjà troqué sa tenue militaire contre le costume-cravate. Il a lui-même annoncé dimanche le scénario des deux prochains mois : le président du Sénat assurera l'intérim à la tête de l'Etat et la junte militaire "restera en place". Quant au gouvernement, il continuera à "*expédier les affaires courantes*" jusqu'à l'élection.

Pour le Front national pour la défense de la démocratie (FNDD), tout cela n'est qu'une "vaste comédie" pour "faire accepter le putsch". Jugeant que les cartes sont truquées d'avance, cette coalition de partis a décidé de boycotter le scrutin.

A 71 ans, le président renversé, Sidi Ould Cheikh Abdallahi, a déjà indiqué qu'il ne serait pas candidat. Pour lui, des élections anticipées ne sont envisageables que si les militaires "*quittent définitivement le pouvoir*".

Quant à celui qui était arrivé second à la présidentielle de 2007, Ahmed Ould Daddah, il boycottera également le scrutin. Ce dirigeant du Rassemblement des forces démocratiques (RFD, 22 parlementaires sur 151) avait d'abord applaudi le coup d'Etat. Mais il a finalement rejoint le camp des anti-putsch, accusant le général de se servir des moyens étatiques "*au service de son ambition folle*".

Il juge aussi la candidature du général comme "une violation du droit international", puisque la Mauritanie a ratifié une charte de l'Union africaine interdisant aux auteurs de putschs de se porter candidats à des élections.

Aucun candidat ne semble donc en mesure de rivaliser sérieusement avec M. Ould Abdel Aziz que les médias officiels présentent souvent comme le "*président des pauvres*", acclamé par des foules "*rendant hommage à son action*" à chacun de ses déplacements. "*Il est déjà en place, il a les élites traditionnelles et la majorité des députés et sénateurs derrière lui et on le présente déjà comme vainqueur. Or, en Mauritanie, il y a une prime électorale au plus fort*", souligne Alain Antil.

En 2007, après 30 ans de régimes militaires, l'élection du civil Ould Cheikh Adballahi avait été saluée comme une expérience démocratique "exemplaire en Afrique et dans le monde arabe" par l'organisation américaine National Democratic Institute. Cette fois, l'ONG juge le processus électoral "inéquitable, non représentatif, non compétitif" et n'enverra pas d'observateurs.

En revanche, la Ligue Arabe, l'Union du Maghreb arabe et la Communauté des Etats sahélo-sahariens (Cen-Sad) enverront les leurs.

Le Devoir (Québec)